
Défense européenne : le Parlement européen prend date

Jeudi 18 avril 2019

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

Le Parlement européen a adopté aujourd'hui le Fonds européen de défense, ce dont les eurodéputés socialistes et radicaux de gauche, qui ont fait obstacle aux tentatives de rejet du texte, se félicitent. Ce fonds constitue l'essentiel de la partie « défense » du prochain budget européen. Il est destiné à apporter un soutien financier aux projets communs, d'équipements et de technologies, dans un souci d'interopérabilité des matériels et d'achats européens conjoints. Il devrait, après la conclusion des négociations sur le cadre financier pluriannuel, être doté de 13 milliards d'euros : 4,1 milliards pour la recherche, 8,9 milliards pour le développement.

Pervenche Berès, présidente de la délégation socialiste française et membre de la commission de l'industrie en charge du dossier, rappelle que « pour la Délégation socialiste française, l'Union doit se doter des moyens de mener une véritable politique industrielle de la défense. Celle-ci est plus nécessaire que jamais face à la multiplication des menaces et des incertitudes au niveau international. Ce Fonds, bien qu'en deçà de nos exigences, en est une première concrétisation pour qu'émerge en Europe une réelle capacité de défense et de sécurité commune. »

Elle poursuit : « l'absence de coopération entre les États membres dans le domaine de la sécurité et de la défense coûte entre 25 et 100 milliards d'euros par an. Il est donc temps de favoriser la coopération entre les industriels des États membres et d'inciter ces derniers à acheter ensemble les équipements produits afin de réaliser des économies. Le Fonds permettra de réduire notre dépendance, à la fois aux importations et aux exportations ».

Concrètement, trois entreprises provenant de trois États membres différents devront participer à un projet pour qu'il puisse être financé par l'Union européenne. « Si l'Europe est loin d'avoir une « armée » ou une « défense » européenne, ce fonds constitue la première pierre de cet édifice » ajoute l'eurodéputée.

Pour la Délégation socialiste française ce programme doit être pleinement conforme aux principes éthiques. A titre d'exemple est interdit le financement de programmes de développement de « robots tueurs ». Il faut que l'Union pèse pour que cesse à l'échelle internationale la mise au point, la production et l'utilisation d'armes létales entièrement autonomes.